



## **Déclaration de la FNEC FP FO 95 au CTSD du 07.02.19**

Monsieur le directeur académique, mesdames et messieurs,

Depuis presque trois mois, le mouvement des gilets jaunes exprime la colère générale des salariés et de la population sur des revendications qui sont les nôtres, principalement sur la question des salaires et du pouvoir d'achat.

Force Ouvrière ne participera pas au « grand débat » qui n'a d'autre utilité que d'occuper l'espace médiatique pendant que se poursuivent les attaques du gouvernement contre les acquis sociaux et pendant que se développe la répression contre les manifestants. En effet, la loi « anti-casseurs » n'est ni plus ni moins qu'une atteinte à la liberté de manifester.

C'est pour ces raisons que Force Ouvrière a appelé les salariés à la grève et à la manifestation dès le 5 février.

Encore aujourd'hui 7 février, FO Fonction Publique appelle les fonctionnaires à manifester et à se rassembler devant Matignon pour revendiquer l'augmentation du point d'indice et l'augmentation générale de tous les salaires, le maintien du code des pensions, la défense du statut de la fonction publique et de tous les statuts particuliers, la création des postes nécessaires dans les services publics.

Dans le même temps, FO a découvert avec stupeur l'amendement proposé le 30 janvier au projet de loi « école de la confiance » qui créerait des « établissements publics des savoirs fondamentaux », regroupant collège et écoles. Les enseignants du premier degré se retrouveraient ainsi placés sous l'autorité d'un chef d'établissement, lui-même sous la tutelle des élus locaux. FO est clairement opposée à cette nouvelle version des EPEP et plus généralement, au statut hiérarchique du directeur d'école !

Concernant la carte scolaire 1<sup>er</sup> degré pour notre département, les 254 postes attribués au Val d'Oise peuvent apparaître positifs mais vont être trop peu utilisés pour faire baisser les effectifs dans toutes les classes. En effet, plus de 200 postes sont réservés pour les dédoublements de classes de CE1 en REP avec comme conséquences principales : de la co-intervention subie dans beaucoup d'écoles faute de locaux, des effectifs en hausse en CE2 et en

CM dans ces mêmes écoles. Par ailleurs, les effectifs en maternelle restent élevés avec une multiplication de situations problématiques d'inclusions d'élèves, reconnus ou non en situation de handicap.

Concernant la note du mouvement intra, le Snudi FO 95 réaffirme qu'il est opposé à la nouvelle modalité de « vœux larges » qui y figure. La meilleure façon d'affecter plus de collègues à titre définitif est d'ouvrir plus de postes précis au mouvement.